

## LE CPE CONFORTE LES SECTEURS DES TRANSPORTS, DU TOURISME, DU BÂTIMENT ET DE L'ÉLECTRICITÉ

# Assainissement financier pour 100 entreprises publiques économiques

**Une centaine d'entreprises publiques relevant des filières de la mécanique, des matériaux de construction, du bâtiment, de l'électricité, de l'électroménager, du transport, du tourisme et de l'hôtellerie ont bénéficié de décisions portant assainissement financier et plan de modernisation. Ces mesures prises par le Conseil des participations de l'Etat (CPE) ont été confirmées, hier, par le secrétaire général de l'UGTA.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les recommandations arrêtées lors des travaux de la 13<sup>e</sup> tripartite qui s'est tenue les 2 et 3 décembre dernier à la résidence El-Mithak, à Alger, ont été évoquées en marge du séminaire national sur la promotion des instruments de l'OIT «pour un cadre multilatéral des migrations de main-d'œuvre fondées sur le droit», organisé par l'Institut national d'études et de recherche syndicale d'El-Achour.

Au-delà des points inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre, le secrétaire général de l'UGTA s'est, dans son intervention, étendu sur les résultats des tra-

vau de la dernière tripartite. A ce titre, M. Sidi-Saïd a fait savoir que «d'importantes mesures ont été prises par le CPE durant le second semestre de l'année en cours, au profit d'un grand nombre d'entreprises publiques».

D'ailleurs, un document intitulé «Note d'information sur les conclusions de la 13<sup>e</sup> tripartite», dont *Le Soir d'Algérie* a obtenu une copie, confirme cette information en indiquant que «des progrès sont attendus dans l'assainissement de l'environnement économique de l'entreprise par le parachèvement et l'approfondissement des réformes économiques».

### Mise à niveau pour 20 000 PME

C'est dans cette optique, lit-on dans le document, que des entreprises, comme Saidal, l'Eniem, Air Algérie, l'ENTMV, Rouiba Eclairage, CMT, CMA, l'ENMTP, Cosider, les 60 EPE de la SGP Indjab, l'ENPI (issue du regroupement des EPLF), ont bénéficié «d'importantes mesures d'assainissement de la part du CPE, sur instruction du Premier ministre Ahmed Ouyahia».

La même institution a donné son accord pour la réhabilitation et la modernisation de onze hôtels, dont neuf situés dans le Sud, et la création d'un groupe industriel minier rattaché au secteur de l'énergie et des mines. Selon notre source, il est prévu, très prochainement, «le traitement par le Conseil des participations de l'Etat des EPE relevant des secteurs de l'agriculture, des travaux publics, de l'énergie (Sonelgaz) et des

postes et télécommunications (Algérie Télécom et Mobilis)».

Dans la même optique, les mesures prises au profit de l'entreprise nationale (publique et privée) prévoient le lancement d'un programme national de «mise à niveau des PME pour en faire bénéficier un minimum de 20 000 unités durant les cinq prochaines années, avec un concours financier modulé de l'Etat aux différentes actions de mise à niveau». L'objectif recherché, explique Abdelmadjid Sidi-Saïd, est celui «d'accroître la part de l'entreprise nationale dans la réalisation des programmes publics d'investissement et dans la sous-traitance découlant de la relance des entreprises publiques, en partenariat avec des investisseurs étrangers». Dans le même chapitre, il est prévu la «modernisation des entreprises disposant de marchés pour assurer leur

pérennité et améliorer leur productivité, avec le concours de partenaires technologiques étrangers».

### L'Algérie derrière le Liban et le Maroc

Les mesures engagées dans ce domaine s'inscrivent, ajoute-t-on, dans le cadre du lancement d'un second programme présidentiel de 150 milliards de dollars pour la période 2010-2014.

«L'effort sera centré sur la qualité et la compétitivité des entreprises, de sorte à diversifier les ressources extérieures du pays, mais aussi la valorisation de la production nationale de biens et services des entreprises nationales», lit-on dans le document.

Sur un autre plan, la mesure portant revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG) de 25 %, soit un salaire de 15 000 DA contre 12 000 DA antérieurement, a placé l'Algérie en troisiè-

me position des pays arabes en la matière, derrière respectivement le Liban et le Maroc.

En monnaie américaine, le pays du Cèdre arrive en première position avec 333 dollars, suivi du Maroc avec 223 dollars, alors que la Jordanie, la Tunisie, la Syrie, la Mauritanie et l'Egypte arrivent derrière l'Algérie avec respectivement 154, 151, 118, 77 et 31,33 dollars.

Dans les pays du Bassin méditerranéen, l'Algérie occupe la 8<sup>e</sup> place, alors que la France arrive largement en tête avec un SMIG de 1 706 dollars.

En Afrique, le tiercé, par ordre décroissant, constitué du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, arrive en tête, alors que le Sénégal, premier pays d'Afrique noire, occupe la 4<sup>e</sup> place avec 95 dollars, suivi de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire (73 dollars) et du Cameroun (47 dollars).

A. B.

## RÉFORME DE LA CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE

# Le Crédit mutuel rural opérationnel en juin 2010

**La Caisse nationale de mutualité agricole sera de nouveau opérationnelle dès le second semestre de l'année 2010. Le nouvel organisme, qui devrait prendre le nom de Crédit mutuel rural, sera organisé en réseau de coopératives d'épargne et de crédit.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Rachid Benaïssa a présenté les grandes lignes du futur établissement financier qui remplacera, à terme, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et ses démembrements et les Caisses régionales de mutualité agricole (CRMA).

Le Crédit mutuel rural, qui devrait être opérationnel dès le début du second semestre de l'année 2010, aura des activités dans deux branches bien distinctes : le crédit et l'assurance. «Le ministère des Finances et le Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie ont accordé à la CNMA les agréments nécessaires pour les activités d'épargne et d'assurance. Les autorités financières ont accordé

à la CNMA une phase transitoire de 6 mois pour finaliser le processus de réforme», a indiqué le ministre de l'Agriculture aux dirigeants de la CNMA et des CRMA. En fait, ces derniers ont été la cible de vives critiques de la part de Rachid Benaïssa. «Au cours de l'été 2008, la question du maintien de la CNMA a fait l'objet d'un grand débat au plus haut sommet de l'Etat. De grandes dérives ont été enregistrées ces dernières années dans la gestion de vos structures.

Il a finalement été décidé de réformer cet organisme car le mutualisme, au même titre que la solidarité et la coopération sont les principes fondamentaux du développement durable dans le monde rural et agricole. Mais la relance ne se

fera que sur une base solide. Vous avez un rôle important à jouer dans ce cadre. A condition, bien sûr, de vous mettre à la disposition des agriculteurs et des éleveurs et de comprendre qu'il n'y a aucun but lucratif dans le mutualisme.»

Reconduit à leur poste pour une période de six

mois, les responsables des CRMA seront soumis un contrat de performance.

Ainsi, pour l'activité crédit, les Caisses régionales devront collecter l'épargne rurale en appliquant un barème annuel très strict, allant de 500 à 100 millions de dinars au minimum selon les potentialités agri-

coles des wilayas où elles sont situées.

Pour ce qui est de la branche assurance, les agences devront atteindre un taux de croissance de 20 %. Notons que 60% du chiffre d'affaires de cette activité devra être consacré aux produits d'assurance agricole.

Pour ce qui est de l'organigramme du nouvel organisme, il sera doté d'un conseil d'orientation stratégique, dont les membres seront des épargnants élus.

Ce conseil aura la prérogative d'orienter et de contrôler les conseils d'administration régionaux.

T. H.

## ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

# Installation de cellules d'orientation et de suivi des stagiaires

**Après la création d'une commission interministérielle, le ministre de la Formation professionnelle, El-Hadi Khaldi, et le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, Djamel Ould-Abbès, ont procédé, hier, à la signature d'une convention pour l'installation de cellules d'orientation et de suivi au niveau des établissements de formation professionnelle.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - La mise en place de cellules d'orientation et de suivi au niveau des établissements de formation, initiative qui avait été annoncée par El-Hadi Khaldi, s'est traduite dans les faits,

hier, dans le cadre de la signature d'une convention liant les ministères de la Formation professionnelle et de la Solidarité. Ces cellules seront, principalement, chargées d'accompagner les stagiaires avant, pendant et après leur cycle de formation. Pour El-Hadi Khaldi, cette nouvelle approche permettra une meilleure efficacité de l'offre et de la demande d'emploi.

D'autant plus, ajoute-t-il, que la formation sera assurée en fonction de la demande du marché du travail et des nouvelles exigences économiques.

«Il nous faut absolument une synergie entre le monde de la formation et celui de l'emploi, et je crois que tous ces nouveaux dispositifs nous permettront de booster le marché du travail», a-t-il souligné.

Le but de cette nouvelle orientation étant de convaincre les jeunes à aller

vers de grands projets qui peuvent intéresser l'économie nationale, 580 cadres seront disponibles pour assurer cette œuvre d'encadrement et d'élaboration des programmes de formation, selon les besoins du marché national. Pour sa part, le ministre de la Solidarité nationale, Djamel Ould-Abbès, a beaucoup insisté sur la formation sélective. Pour lui, l'Algérie a actuellement mis en œuvre des mégaprojets qui nécessitent une main-d'œuvre qualifiée et bien définie.

La priorité, selon lui, est d'orienter les stagiaires vers les créneaux non saturés.

Enfin, Ould-Abbès a annoncé la reprise des activités d'une ancienne entreprise des années 1970, qui aura pour mission la création et le développement de petits métiers.

M. M.

### AVIS DE DÉCÈS

La famille Kourahmed d'Alger et de Béjaïa a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté père et grand-père Kourahmed Saleh.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui 29/12/2009 au domicile rue Touati Houmate Karamane - Béjaïa.